Ambassade de France en Arménie
Service de presse

Revue de la presse arménienne du 03 juillet 2018

Les articles de la presse du jour sont essentiellement consacrés aux exercices militaires de l'Azerbaïdjan.

Exercices militaires de l'Azerbaïdjan aux frontières du Haut Karabakh/ Les quotidiens reviennent sur les exercices militaires à grande échelle de l'Azerbaïdjan et de la Turquie. Le quotidien *Hayots Achkhar* indique que 20 000 militaires, 120 unités d'équipement blindé, 200 systèmes d'artillerie de roquettes, et 30 unités d'aviation participent à l'exercice de l'armée azerbaïdjanaise près de la frontière du Haut Karabakh. Selon le quotidien, les exercices militaires de la Turquie concernent les forces aériennes, mais *Hayots Achkarh* n'exclut pas la participation de forces azerbaïdjanaises dans les exercices militaires tenus par la Turquie. D'après le quotidien, les exercices dureront jusqu'au 6 juillet. Le quotidien *Aravot* qualifie ces exercices de « prétexte pour déplacer ses forces près de la frontière du Haut Karabakh ». Selon les experts, si les azéris décident d'attaquer, cette fois-ci ils attaqueront le Haut Karabakh par le sud, où il y a moins de population civile, ce qui vue créerait moins de problèmes avec la communauté internationale. Les quotidiens reprennent la déclaration du porte-parole du Ministère des affaires étrangères Tigran Balayan, qui considère que le fait que l'Azerbaïdjan organise des exercices militaires sans notifier les différentes parties doit être une préoccupation non seulement pour l'Arménie, mais aussi pour tous les pays partenaires. « L'Azerbaïdjan a pris l'habitude d'organiser des exercices militaires massifs sans même en informer l'OSCE » a déclaré Balayan. Le porte-parole a indiqué qu'aucun mécanisme punitif pour violation de la notification n'est inclus dans les documents qui stipulent que l'Azerbaïdjan, ou tout autre pays, doit informer à l'avance tous les autres pays membres des exercices à venir. Selon Balayan ce comportement de l'Azerbaïdjan lui donne l'image d'un pays irresponsable sur la scène internationale. Le porte-parole du MAE a assuré les journalistes que cette question a été soulevée auprès de l'OSCE et des coprésidents du groupe de Minsk. Quant à la possibilité de déployer des troupes de l'OTSC à la frontière avec le Nakhitchevan, Balayan a exprimé la conviction que les forces armées arméniennes n'en ont pas besoin car elles s'acquittent de cette tache de façon efficace. Le chef d'état-major général des forces armées d'Arménie Artak Davtian a déclaré qu' « il n'y a pas de menace directe de guerre, mais un certain danger est présent. Les forces armées partent du principe que la guerre peut éclater à tout moment. Nous devons être prêts à toute éventualité. » Selon Davtian la situation à la frontière du Nakhitchevan est maitrisée. A la question de savoir combien de jeunes se sont présentés à l'armée après le discours du Premier ministre adressé aux jeunes ayant évité le service militaire, Davtian a indiqué qu'au moins 156 jeunes se seraient présentés pour passer le service militaire qu'ils avaient auparavant évité.

Affaires pénales contre les proches de Serge Sarkissian/ Les quotidiens annoncent que dans le cadre de l'affaire pénale sur son enrichissement illégal, Levon Sarkissian, le frère de l'ancien Président Serge Sarkissian, et les enfants de Levon Sarkissian, Naret et Ani, ont été amenés à signer une obligation de ne pas quitter le pays durant l'investigation. Le quotidien *Hraparak* rappelle que la loi qui pénalise l'enrichissement illégal avait été adoptée en 2017 grâce au financement du programme « Promotion polyvalente de la lutte contre la corruption » de l'Union Européenne. Le quotidien *Joghouvourd* trouve ironique qu'en commentant l'adoption de la loi le 24 janvier 2018 Serge Sarkissian ait déclaré qu'il était déterminé à supprimer la corruption dans le pays, alors que ses

proches se sont retrouvés impliqués dans des affaires pénales pour violation de cette loi. Rappelons que des affaires pénales contre les proches de Serge Sarkissian, y compris contre son ancien chef de la sécurité Vache Ghazarian, ont été lancées le 25 juin 2018 suite aux perquisitions du Service de la sécurité nationale (cf. revue du 23 au 25 juin 2018).

Consultations sur le Code électoral avec les minorités nationales / Le quotidien *Aravot* indique que le secrétaire de la commission des réformes du code électoral Daniel Ioanissian a rencontré les représentants des minorités nationales afin d'écouter leurs préoccupations concernant leur représentation au sein du parlement. Le secrétaire a présenté les deux options possibles pour assurer la représentation des minorités nationale au parlement. La première option prévoit des places réservées pour les représentants des minorités nationales qui seront attribuées par quotas. La deuxième option prévoit des listes séparées de candidats venant des minorités nationales, la place réservée à telle ou telle minorité étant alors accordée au candidat qui a le plus de votes dans les régions où la population de cette minorité est la plus importante. Alors que cette dernière option a été fortement critiquée, la première a été soutenue par la majorité des représentants des minorités. Selon le secrétaire, cette proposition sera discutée durant la prochaine session de la Commission. Rappelons que les minorités nationales en Arménie sont les yézidis, les kurdes, les russes et les assyriens.

Politologues et parlementaires russes à la conférence « Azerbaïdjan : le seul allié de la Russie dans le Caucase du Sud »/ La participation des politologues Alexander Dougin, Maxim Shevchenko et des parlementaires Dmitriy Savelev, Aleksey Ezoubov et d'autres invités russes à la conférence « Azerbaïdjan : le seul allié de la Russie dans le Caucase du Sud » a été largement couverte par la presse arménienne, surtout à la lumière des exercices militaires de l'Azerbaïdjan et de la situation à la frontière du Nakhitchevan. Les quotidiens indiquent que selon les azerbaïdjanais le village de Tchojoukh Margeanli où s'est tenue la conférence avait été « libéré » durant la guerre en 2016. Les quotidiens considèrent cette conférence comme une partie de la propagande azerbaïdjanaise et se demandent à quel point la Russie y participe officiellement. Bien que les déclarations individuelles des députés n'expriment pas la position officielle de la Russie, les quotidiens avancent que les autorités russes seraient informées de la participation des députés à cette conférence et donc auraient donné indirectement leur accord. L'hebdomadaire *168 jam* indique que les représentants russes ont fait des déclarations pro azerbaïdjanaises à la presse. En commentant ces déclarations le politologue Fyodor Loukianov a indiqué qu'il fallait plutôt se référer aux déclarations officielles du Ministre des Affaires étrangères russe Sergueï Lavrov. Selon l'expert Alexender Skakov, par ces actions l'Azerbaïdjan chercherait à présenter les positions d'individus comme une position officielle de la Russie, car les autorités azerbaïdjanaises ne seraient pas satisfaites de la politique russe concernant le conflit.

Rédaction : Lena Gyulkhasyan

Hayastani Hanrapetoutioun- ***quotidien, journal officiel, tirage-6000 exemplaires ;*** *Hayots Achkhar*- ***quotidien proche de l'opposition, tirage-3500 exemplaires ;*** *Azg*- ***hebdomadaire proche de l'opposition, tirage- 3000 exemplaires ;*** *Haykakan Jamanak*- ***quotidien proche du gouvernement, tirage-6500 exemplaires ;*** *Aravot*- ***quotidien proche du gouvernement, tirage- 2718 exemplaires ;*** *Jamanak*- ***quotidien proche du gouvernement, tirage- 5300 exemplaires ;*** ***Hraparak-quotidien proche du gouvernement, tirage-3400 exemplaires ;*** ***Joghovourd-quotidien proche du gouvernement, tirage-3500 exemplaires ;*** *Chorrord Ichkhanoutioun*- ***quotidien proche du gouvernement, tirage-5700 exemplaires ;*** *Golos Arménii*- ***trihebdomadaire en langue russe proche de l'opposition, tirage-3425 exemplaires ;*** *Novoyé Vrémia*- ***trihebdomadaire en langue russe proche de l'opposition, tirage- 5 000 exemplaires ;*** *168 Jam*- ***hebdomadaire proche du gouvernement, tirage- 5000 exemplaires ;*** *Respoublika Arménia*- ***bihebdomadaire, journal officiel en langue russe, tirage-1500 exemplaires***

Réalisée à partir de publications arméniennes d'origines diverses parues au cours d'une journée définie, la présente revue de presse est un document de travail : il n'exprime en aucun cas les points de vue du gouvernement français sur les sujets abordés.